

2. Des *groupes de discussions francophones* seront formés au *Burundi*; les premiers rassembleront des journalistes. On espère que des initiatives du genre seront mises sur pied pour les officiers militaires et les parlementaires.
3. On proposera la création de *tables rondes régionales* pour traiter des aspects autres que militaires des conflits internes, dans le but de favoriser le dialogue entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux au sujet des menaces non conventionnelles pouvant peser sur la sécurité et la stabilité de la zone.

La proposition canadienne confie à la Francophonie un rôle d'appui politique et logistique pour ces tables rondes régionales. Le Canada fournirait le financement pour la tenue des premières rencontres, puis inviterait d'autres pays ou organismes à prendre le relais pour la tenue de tables rondes subséquentes. On s'attend également à ce qu'un représentant d'une ONG africaine soit embauché pour animer et organiser ces tables rondes et que le mouvement de discussion, une fois enclenché, *se poursuive de lui-même*. Parmi les sujets de discussions qui pourraient alimenter ces rencontres, citons la protection des droits des minorités, les dépenses militaires, les mouvements de réfugiés, la démilitarisation et l'instauration de la démocratie. Certains ont suggéré que des tables rondes sur la sécurité régionale abordent également des sujets comme la prolifération des armes légères ainsi que les politiques des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international, facteurs qui contribuent à l'extension des conflits. Il a également été souligné que l'intention sous-jacente de la proposition canadienne était de favoriser la création de mesures de confiance et de coopération au niveau régional en proposant des sujets de tables rondes susceptibles de produire un *consensus*.

Dans le même ordre d'idée, il importe de faire en sorte que de telles initiatives de la part de la Francophonie ne soient pas perçues par l'OUA comme une forme de *rivalité*, comme cela a été le cas pour la Communauté économique des pays d'Afrique occidentale (CEPAO). Néanmoins, on peut espérer qu'étant donné que la composition des membres des deux organismes se recoupe, bon nombre des États membres comprendront qu'il est de leur intérêt que les deux organismes puissent jouer pleinement leur nouveau rôle. Il convient en outre de